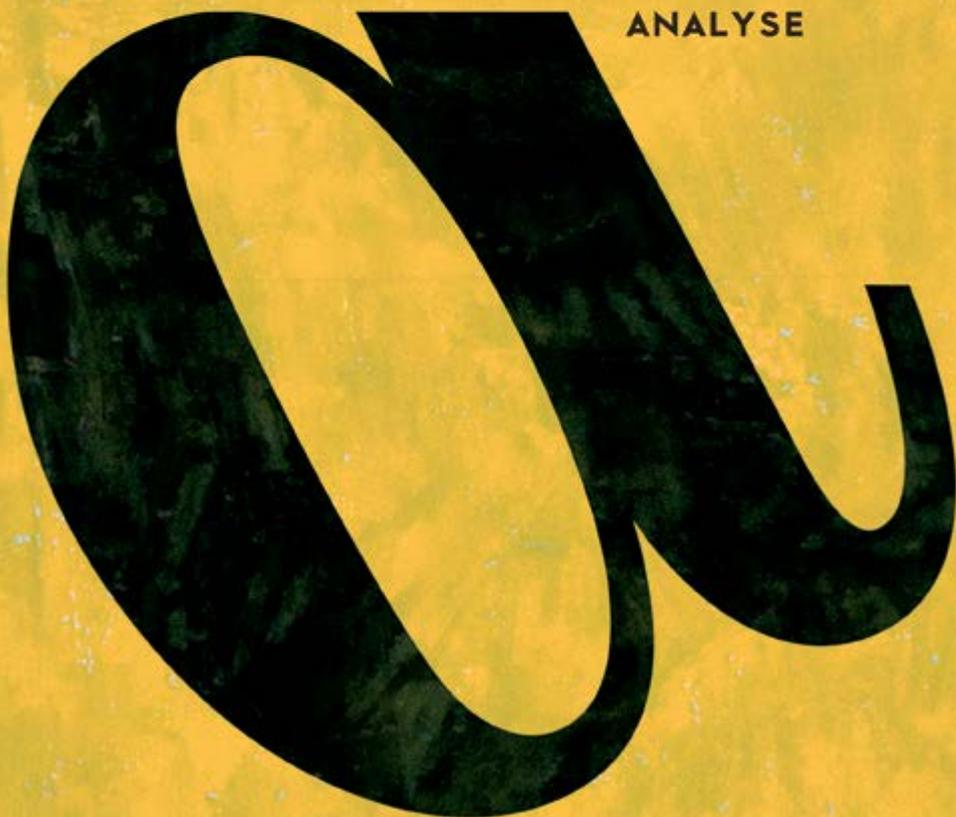


**FAIRE REVENIR LE TEMPS PAYÉ:
PERSPECTIVES FÉMINISTES POUR PLUS
DE TEMPS ET MOINS DE TRAVAIL**

**ANNABELLE BERTHIAUME, CAMILLE MARCOUX,
ÉTIENNE SIMARD ET VALÉRIE SIMARD**

ANALYSE



Cette analyse propose de reprendre le vieux mot d'ordre ouvrier "Moins de travail, plus d'argent", comme base d'une vision stratégique pour guider les revendications sociales dans les services publics. Elle s'interroge, à cette fin, sur la convergence entre les luttes pour un salaire au travail gratuit et les luttes pour un meilleur contrôle du temps de travail dans le cadre de la reproduction sociale. La réflexion proposée vise alors à interroger la possibilité de voir le refus du travail comme une stratégie de lutte contre le travail gratuit.



Le temps fait l'objet de luttes de la classe ouvrière depuis le début du développement capitaliste. La durée de la journée de travail, l'organisation des horaires, des pauses et des congés constituent, comme le salaire, des leviers de négociation pour la main-d'œuvre afin d'augmenter la valeur du travail et, donc, d'augmenter son pouvoir. Pour le capital, la valeur et la plus-value sont mesurées en unités temporelles, c'est-à-dire à partir du temps de travail socialement nécessaire pour fabriquer une marchandise, pour produire les intrants (moyens de production et force de travail)¹.

La production et la reproduction de la force de travail impliquent traditionnellement une énorme quantité de travail gratuit. Depuis les années 1960, des luttes pour salarier ce travail de reproduction ont cours un peu partout, comme celle de la campagne internationale pour un salaire au travail ménager². Encore aujourd'hui, dans les domaines socialisés (et, donc, salariés) de la reproduction sociale — l'éducation, les soins de santé et les services sociaux — les conditions de travail harassantes et les bas salaires constituent le prolongement du travail de reproduction sociale effectué gratuitement au sein des ménages. Dans tous les pays de l'OCDE, ces domaines sont massivement désertés et font face à un important problème de pénurie de main-d'œuvre, qualifiée ou non³. Cette désertion représente-t-elle une forme de refus du travail qui pourrait être politisée en une lutte contre le travail gratuit, notamment en faisant le lien entre les luttes des salarié-e-s des services publics et celles pour un salaire, pour les sans-salaires? C'est à cette question que nous tentons de répondre à partir des diverses formes que peut prendre la lutte contre le travail gratuit à la maison, à l'école et sur le marché du travail. Notre argumentaire se déploie en trois temps, nous permettant d'examiner (1) la stratégie de revendication d'un salaire contre le travail gratuit; (2) l'enjeu du temps et du manque de reconnaissance du travail des salariées de la reproduction sociale, ainsi que (3) le lien entre les démissions massives dans ces secteurs et le refus du travail.

UN SALAIRE POUR S'ORGANISER CONTRE LE TRAVAIL GRATUIT

La revendication d'un salaire pour le travail gratuit est une stratégie qui se déploie sur deux plans. D'un point de vue pratique, elle s'est avérée être la plus efficace pour organiser les sans salaire. Plusieurs luttes qui n'ont pas envisagé la question du salaire se sont privées d'un levier considérable

- 1 Caffentzis George, «Three Temporal Dimensions of Class Struggle», *In Letters of Blood and Fire*, New York : Autonomedia ; PM Press ; Common Notions, 2013, p. 82.
- 2 Toupin Louise, *Le salaire au travail ménager : chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*, Montréal : Les éditions du remue-ménage, 2014.
- 3 Simard Valérie, «La reproduction ne sera pas télédiffusée», *Ouvrage*, 24 août 2020: <http://www.revue-ouvrage.org/la-reproduction-ne-sera-pas-telediffusee/>

pour organiser les sans-salaires, exiger une reconnaissance de leur activité et critiquer les institutions sociales qui les maintiennent dans la précarité. Au Québec, les revendications pour un revenu minimum garanti ou «revenu de citoyenneté»⁴ ou pour la gratuité scolaire, par exemple, ont maintenu les mouvements dans un rapport de bénéficiaires face à l'État ou aux institutions au lieu de les inscrire dans un rapport de force propre aux luttes ouvrières.

La revendication d'un salaire peut aussi être comprise comme une stratégie provocatrice pour bousculer la conception capitaliste du travail. Elle ne se réduit pas à une question comptable. En 1976, les militantes du comité new-yorkais pour un salaire au travail ménager réclamaient un salaire immédiat, en comptant et rétroactif, et même un logement gratuit pour toutes les femmes, revendiquant du même coup la reconnaissance du foyer comme lieu de travail. L'essayiste féministe Sophie Lewis, dans un sens similaire, souligne la portée provocatrice d'une reconnaissance de la gestation pour autrui comme un travail méritant salaire :

Le slogan [Salaire pour tout travail de gestation] désigne un processus d'attaque contre la société salariée. C'est de l'humour noir, une provocation, une orientation insurgée destinée à faire ressortir l'absurdité de traiter le travail comme la condition qui détermine qui mange et qui meurt de faim.⁵

C'est d'ailleurs ce qui fait que seul le travail humain, qu'il soit rémunéré ou non, donne de la valeur aux marchandises : la possibilité qu'il soit refusé⁶. Plus encore, ce refus du travail de reproduction sociale par la stratégie du salaire préfigure la socialisation de l'ensemble de la reproduction sociale, mais aussi, le dépassement du genre et de la division du travail qui y correspond⁷.

C'est en croisant ces deux points de vue que les militant·e·s des Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE) se sont mobilisé·e·s dans le mouvement étudiant de 2016 à 2019 au Québec. En s'organisant autour de la rémunération des stages, la partie la plus visible du travail étudiant, les CUTE ont proposé une grève radicalement différente des grèves étudiantes précédentes : celle des stagiaires dans les programmes professionnels et techniques, parmi lesquelles les femmes, les personnes immigrantes, les parents étudiants et les étudiant·e·s de première génération sont surreprésenté·e·s. Des personnes pour qui l'obtention d'un diplôme, condition essentielle à

4 Pour comprendre cette version de gauche de RMG, voir Bernard Michel et Chartrand Michel, *Manifeste pour un revenu de citoyenneté*, Montréal, Éditions du renouveau québécois, 1999.

5 «Le féminisme contre la famille : entretien avec Sophie Lewis», *Acta*, 24 août 2019 : <https://acta.zone/le-feminisme-contre-la-famille-entretien-avec-sophie-lewis/>

6 Caffentzis George, «Why Machines Cannot Create Value: Marx's Theory of Machines», *In Letters of Blood and Fire*, p. 139-163.

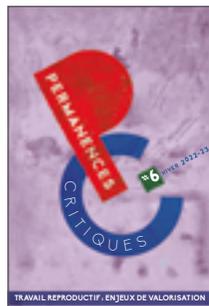
7 Best Beverly, «Wages for Housework Redux: Social Reproduction and the Utopian Dialectic of the Value-form», *Theory & Event*, vol. 24 no. 4, 2021, p. 896-921.

Cette publication, extraite du n° 6 (Hiver 2022-23) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.

Info :

<https://www.arc-culture.be/permanences-critiques/>
permanencescritiques@arc-culture.be



Ce sixième numéro de Permanences Critiques a pour but de questionner la place du travail reproductif dans notre société contemporaine ainsi que les enjeux de sa valorisation monétaire. Le travail reproductif est celui qui permet le maintien et la survie de la force de travail. Ce travail, essentiellement réalisé par les femmes, a pour caractéristique d'être invisible et sous-valorisé, sinon gratuit. La reconnaissance et la rémunération du travail (semi) gratuit, la revalorisation du travail salarié et les stratégies pour faire face aux crises de la reproduction sociale constituent alors les lignes directrices des analyses présentées dans ce numéro dont la vocation, par-delà l'exposition d'une problématique au cœur des antagonismes socio-politiques les plus contemporains, pourrait être d'engager ses lecteurs et lectrices à questionner le rapport de leurs propres institutions avec la réalité du travail gratuit.

ÉTUDE

RÉMUNÉRER LE TRAVAIL REPRODUCTIF ?
 MONA MALAK 9

ANALYSE

"WAGES FOR" UNE APPROCHE FÉMINISTE DU SALAIRE COMME PUISSANCE SUBVERSIVE
 MAUD SIMONET 35

ANALYSE

FAIRE REVENIR LE TEMPS PAYÉ : PERSPECTIVES FÉMINISTES POUR PLUS DE TEMPS ET MOINS DE TRAVAIL
 ANNABELLE BERTHIAUME, CAMILLE MARCOUX, ÉTIENNE SIMARD
 ET VALÉRIE SIMARD 47

ANALYSE

TRAVAIL DOMESTIQUE, COMBAT SYNDICAL, UN ENTRETIEN AVEC UNE AIDE-MÉNAGÈRE ET DÉLÉGUÉE SYNDICALE
 MONA MALAK 59

ANALYSE

HISTOIRE ET ENJEUX DU TRAVAIL DES DÉTENUS EN BELGIQUE
 MATHILDE LUCIC 69

VARIA

LA FAST-FASHION : VOIR AU-DELÀ DES FÉTICHISMES POUR AGIR
 CÉCILE PIRET 79

15 €

Le sommaire du n° 6
 de Permanences critiques